

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE



N°9, février 2016

Luxembourg

- « Kleeschen » a résolument gâté le Grand-duché en 2015 : croissance et confiance des consommateurs dopées, chômage et dette réduits - et ce, au-delà des prévisions ! Selon le STATEC, **l'acquis de croissance pour 2015 s'établirait à 4,8%**, dépassant largement la prévision de 3,2% formulée en novembre 2015.
- Autre motif de réjouissance : avec un **taux de chômage de 6,7%** en décembre 2015, le marché du travail luxembourgeois confirme son redressement. Sur l'ensemble de l'année 2015, le nombre moyen de chômeurs inscrits à l'ADEM a reculé de 2,6% par rapport à 2014, soit la première baisse depuis 2011.
- Au troisième trimestre 2015, la dette publique luxembourgeoise, exprimée en rapport avec la richesse économique produite, a diminué, s'établissant à 21,3% du PIB (22,9% au troisième trimestre 2014) et offrant au pays la **médaille d'argent de la discipline budgétaire de la zone euro**, derrière l'Estonie. Sur l'année, l'Etat luxembourgeois a perçu **3,8% de recettes fiscales supplémentaires** par rapport à 2014 (+500 millions d'euros), soit un rythme de progression inférieur aux années précédentes (de 6,2% en moyenne), ce qui peut s'expliquer par le recul de 50% des recettes de la TVA sur le e-commerce et de 11,7% des droits d'accises.
- En revanche, malgré un **léger rebond à 1,1% en décembre 2015** (0,5% sur l'année), le taux d'inflation devrait rester tel que les prochaines tranches indiciaires n'arriveraient à échéance qu'en juin 2016 et septembre 2017 selon la BCL, soit plus tard qu'anticipé à l'automne 2015.

Zone euro

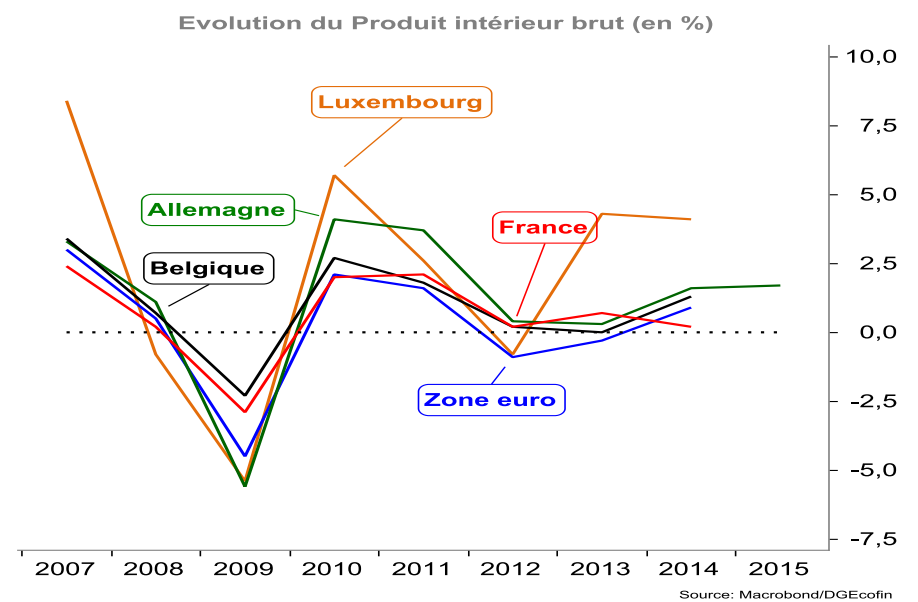
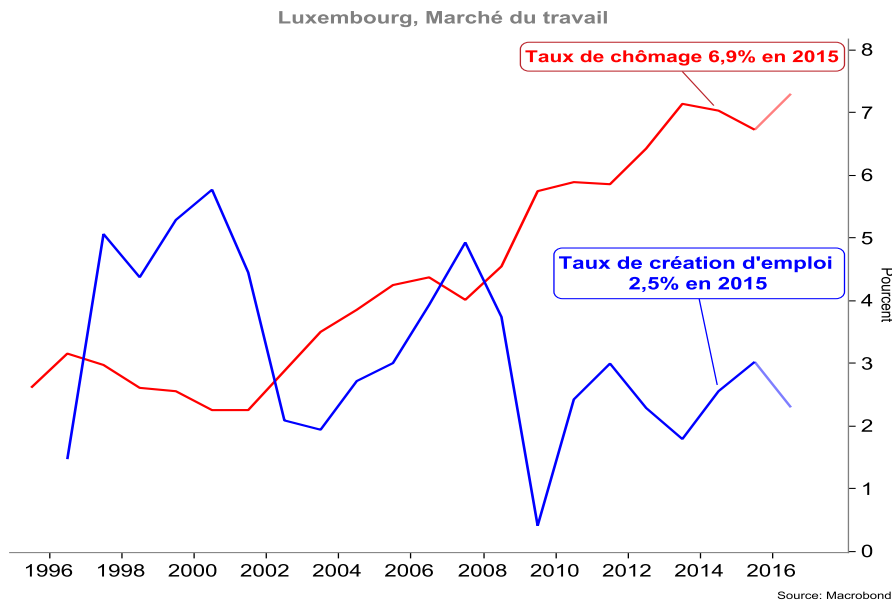
- Bien que des vents favorables tels que la baisse des prix du pétrole, la faiblesse de l'euro, la plus grande neutralité des politiques budgétaires soufflent sur la croissance européenne, dans ses dernières prévisions hivernales la Commission européenne **a abaissé de 1,8% à 1,7% ses projections pour la zone euro en 2016**. Entre autres causes : des risques extérieurs accrus comme le ralentissement chinois, les craintes quant à la stabilité des banques dans certains Etats membres ou encore les conséquences socio-économiques incertaines liées à l'afflux de migrants.
- Selon Eurostat, le marché du travail poursuit sa revitalisation avec un **taux de chômage en baisse à 10,4%** en décembre 2015 (10,5% en novembre et 11,4% en décembre 2014) en zone euro, au plus bas depuis 4 ans, et à 9,0% (idem en novembre et 9,9% de décembre 2014) en UE, le plus faible depuis juin 2009. Gare aux fanfaronnades hâtives : les **disparités entre Etats sont fortes avec une amplitude de 20 points** séparant les extrêmes. L'Allemagne et la République tchèque affichent des taux de chômage de 4,5%, quand la Grèce et l'Espagne sont respectivement à 24,5% et 20,8%.
- Au troisième trimestre 2015, la **dette publique** a diminué de 0,7% par rapport au trimestre précédent pour s'établir à **91,6% en zone euro** et de 1,7% pour atteindre **86% dans l'UE**.
- Le **taux d'inflation** annuel de la zone euro, comme celui de l'UE, stagne à **0,2% en décembre 2015**. La BCE, qui s'est de nouveau montrée accommodante en décembre 2015, voit ses efforts pour atteindre la cible de 2% d'inflation sapés par la faiblesse des cours de l'or noir. Elle pourrait donc opérer un nouvel assouplissement monétaire en mars.

Reste du monde

- Dans son discours de politique monétaire devant la Chambre des représentants, la présidente de la Fed, Janet Yellen, a annoncé que **la hausse graduelle des taux directeurs**, amorcée en décembre, **devrait se poursuivre** pour remplir le double objectif de plein emploi et de 2% d'inflation. Pour autant, à court terme, l'orientation de la politique monétaire suivra l'évolution de la conjoncture mondiale et des indicateurs macroéconomiques américains, compromettant une hausse des taux cette année.
- 6,8 : un double record...
Celui du mois de décembre le plus chaud jamais enregistré depuis la mise en place de la station météorologique du Findel en 1947. Mais surtout celui du **faible taux de croissance chinois au quatrième trimestre 2015**. Pour l'année, le Bureau national des statistiques de Chine, l'a estimé à 6,9% soit le taux le plus faible depuis 1990. L'empire du milieu se mettrait-il au diapason des températures ?
- La prédiction s'est répandue comme une traînée de poudre: selon une analyse du WEF, une nouvelle révolution industrielle bouleversera les business models (automatisation et désintermédiation) mais, surtout, transformerait le marché du travail en détruisant **plus de 5 millions d'emplois** dans les pays industrialisés ou en voie d'industrialisation. Vraiment ?

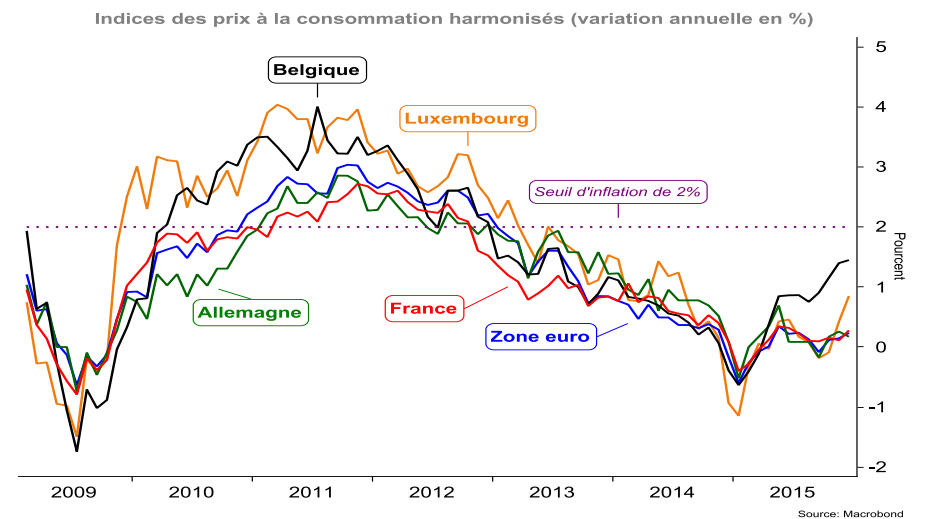
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE –

Des indicateurs clés comme le PIB ou encore le taux de chômage permettent d'établir un premier diagnostic de l'état de santé de l'économie :



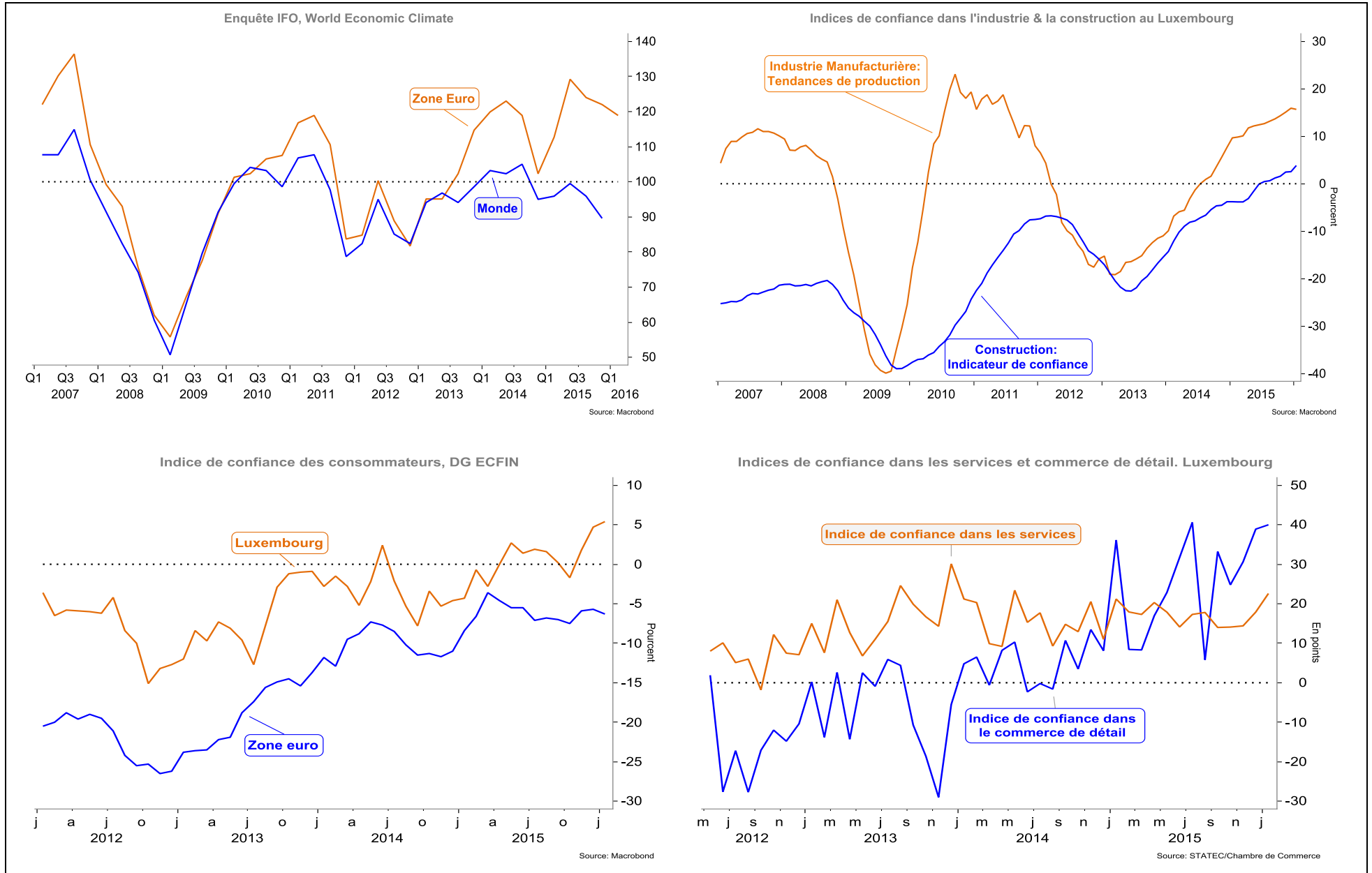
Indicateurs macroéconomiques	1985-2012	2012	2013	2014	2015	2016
PIB, croissance en %	4,20%	-0,80%	4,30%	4,10%	4,70%	3,80%
Inflation, taux en % (IPCN)	2,2%	2,7%	1,7%	0,6%	0,5%	1,3%
Emploi, évolution en %	3,10%	2,40%	1,80%	2,50%	2,60%	2,70%
Chômage, taux en %	3,1%	6,1%	6,9%	7,1%	6,9%	6,8%
Coût salarial nominal moyen, taux en %	3,6%	1,6%	3,6%	2,9%	1,1%	1,7%
Dette publique, en % du PIB	9,8%	22,10%	23,40%	23%	21,30%	22,70%
Excédent /Déficit de l'Administration publique, en % du PIB	1,9%	0,2%	0,7%	1,4%	0,7%	0,8%

Source: European Commission, 4 February 2016 - Institutional Papers 20 ; STATEC; Ministère des Finances



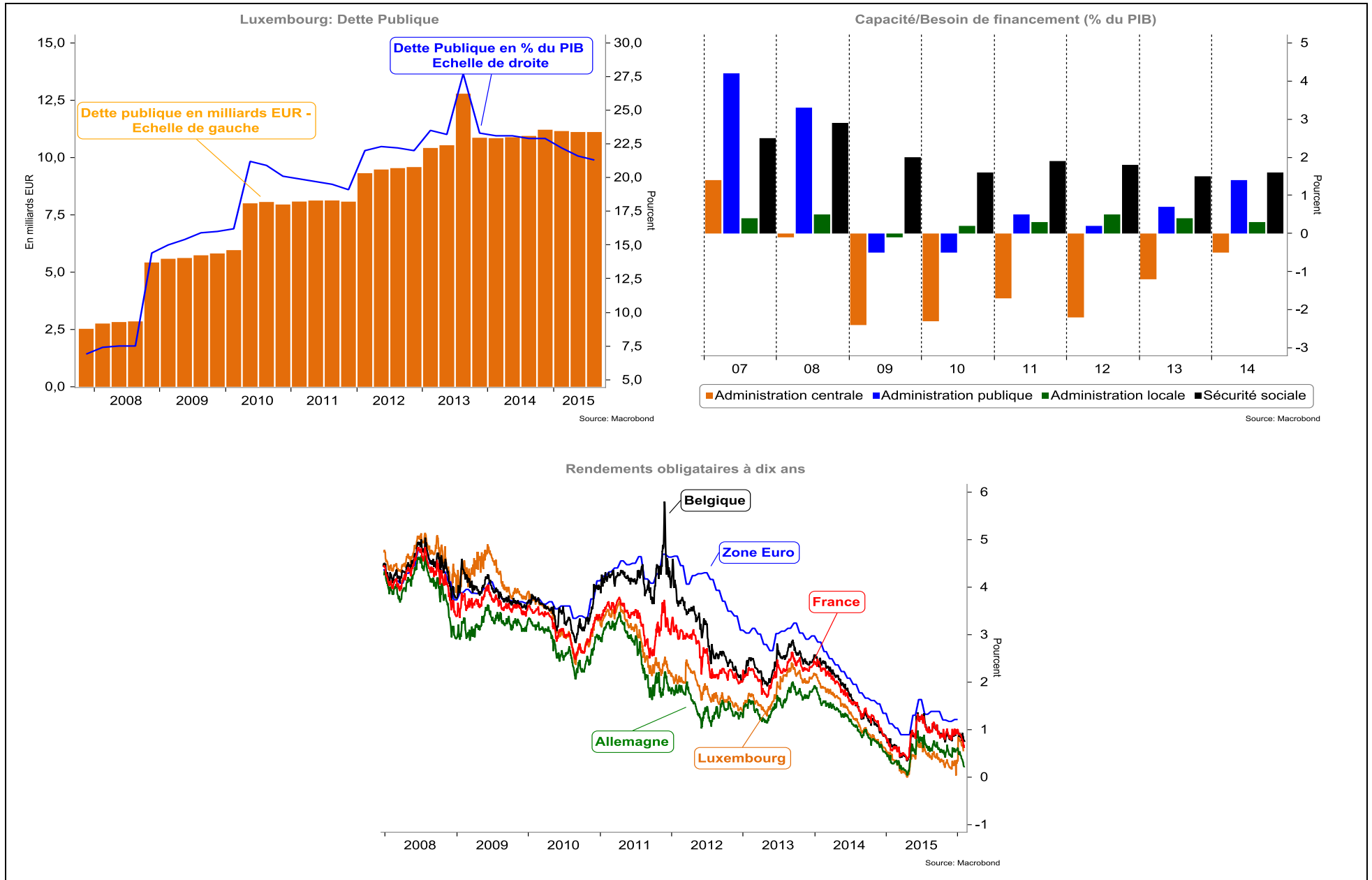
INDICES DE CONFIANCE –

Les indices de confiance se basent sur des enquêtes menées auprès des ménages et des entreprises à intervalles réguliers permettant ainsi d'émettre des prévisions à court terme sur l'état de l'économie:



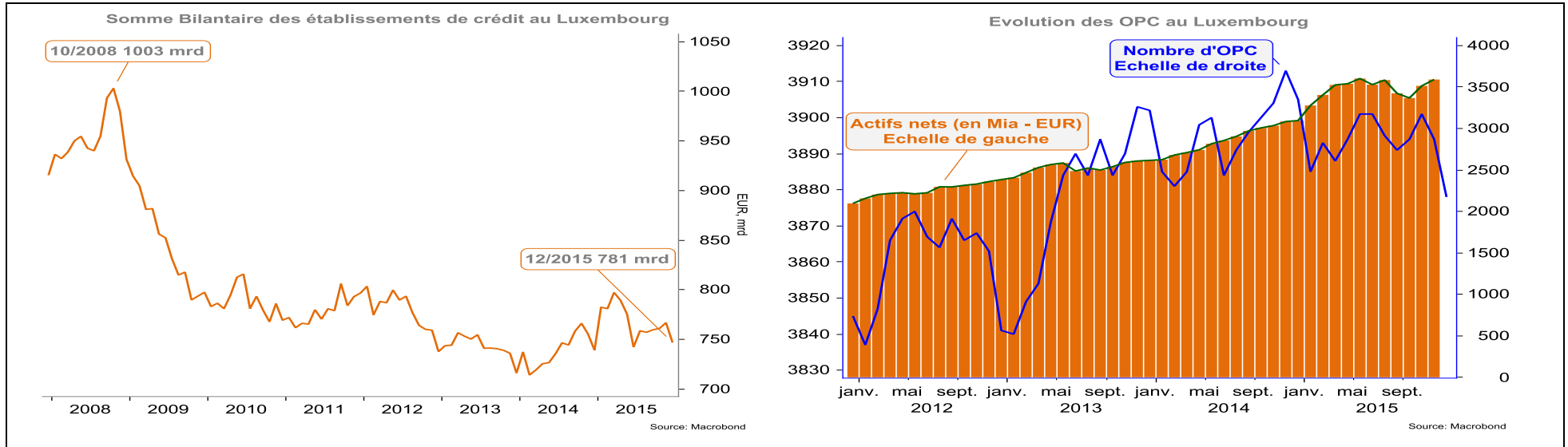
FINANCES PUBLIQUES –

Connaissant une dégradation importante singulièrement lors des années de crise, il importe de suivre de près l'évolution des finances publiques dans une perspective de développement durable du modèle socio-économique luxembourgeois :



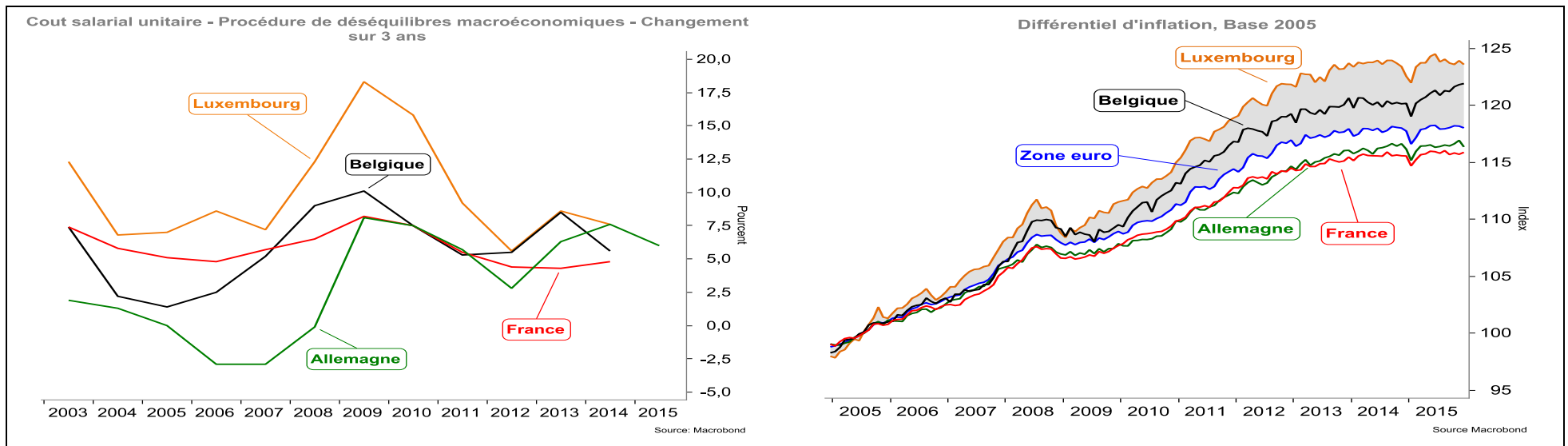
PLACE FINANCIERE –

Etant le pilier phare de l'économie luxembourgeoise et un important prestataire de services aux ménages et aux entreprises, son évolution peut avoir des répercussions non-négligeables sur le reste de l'économie:



COMPÉTITIVITÉ-COÛT –

L'évolution des coûts auxquels les entreprises doivent faire face détermine directement leur degré de compétitivité ainsi que le niveau et l'intensité des activités économiques:



A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Pour plus d'informations :

Notre site Internet : www.fondation-idea.lu

Notre compte Twitter : www.twitter.com/FondationIDEA

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu

Muriel Bouchet, tél: 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél: 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Jérôme Merker, tél: 42 39 39 354, jerome.merker@fondation-idea.lu

Sarah Mellouet, tél: 42 39 39 , sarah.mellouet@fondation-idea.lu